

La realpolitik russe

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

En 1990, le régime communiste s'est écroulé en Union soviétique et le pays a été fragmenté en plusieurs états. En plus de renoncer à ses ambitions hégémoniques, la Russie a dû s'ouvrir aux libertés individuelles et à la libéralisation de l'économie. L'euphorie qui a suivi la libération du régime communiste et de son économie centralisatrice s'est transformée en désillusion après la crise financière de 1998, le PNB russe ayant alors chuté de près de 35% à 0,23 billions. Après une ère de prospérité relative attribuable en grande partie au cours élevé du Brent, le PNB russe passa de 2,2 billions en 2013 à 1,29 billions en 2017 en raison de la chute du prix de pétrole. En outre, 22 oligarques russes ont mis la main sur une partie considérable des richesses de l'État.

La réalité économique

La prise en main du pouvoir par Poutine avait coïncidé avec la montée du prix du baril de pétrole. Or, la chute drastique du prix du pétrole a forcé la Russie à revoir ses projections de développement économique et militaire. Les sanctions de l'Union européenne qui ont été décrétées après l'invasion de la Crimée ne sont pas étrangères à l'affaiblissement de l'économie russe causant une chute annuelle de 1,5% du PNB depuis 2015. Il faut ajouter à cela les nouvelles sanctions imposées par le Congrès américain en réponse à l'ingérence russe dans les élections américaines. Les exportations vers la Russie ont diminué de 30% depuis l'imposition de ces sanctions. En outre, les perspectives économiques ne sont guère brillantes en raison de la baisse des investissements étrangers, de la faiblesse du rouble et du faible taux de natalité. En contrepartie, les ventes de centrales nucléaires et d'armement de pointe par la Russie constituent un poids non négligeable dans la balance commerciale, ce qui n'est pas sans influencer la politique étrangère russe.

Toutefois, alors que le prix du baril dépassait les 100\$, les rentrées des ventes de pétrole ont été également utilisées pour rembourser la dette : le rapport dette sur PNB est passé de 50% en 2000 à 7,9% en 2008 et se situe aujourd'hui à 15.9%. Il n'en demeure pas moins que depuis 2015, le PNB de la Russie a chuté de 9.8% et l'inflation gravite autour de 12%. Pourtant, ce recul du niveau de la vie est accepté avec grande résilience, car pour la majorité de la population russe, les sanctions occidentales sont considérées comme une atteinte à la Russie.

L'interventionnisme russe

Poutine cultive son image personnelle d'homme fort, de pilote de chasse, de cavalier (torse nu) et de judoka. Avant même d'être au pouvoir, Poutine a lancé une seconde guerre de Tchétchénie en 1999 - sans considération pour les pertes civiles - car celle qui se tint trois ans plus tôt fut loin d'être concluante. L'invasion d'une partie de la Géorgie et le soutien aux séparatistes ukrainiens en 2014 ont visé à décourager ces pays d'intégrer l'OTAN.

L'intervention militaire en Syrie a permis d'y établir une base aérienne et une base navale permanentes. L'influence russe grandissante par rapport à la Turquie à laquelle un embargo économique a été appliqué puis partiellement levé a réussi à maîtriser ce membre important de l'OTAN. Pour mieux faire pression sur la Turquie, la Russie a soutenu, puis abandonné les Kurdes d'Afrin. Elle ferme les yeux face aux massacres de civils par l'armée syrienne et y contribue par des bombardements aériens.

La Russie veut conserver la présence iranienne en Syrie car c'est l'Iran qui finance le régime syrien. Elle doit toutefois tenir compte de la présence des forces américaines au Nord-est de la Syrie et du refus d'Israël de voir des forces pro-iraniennes s'établir à sa frontière.

En mer de Chine, des exercices militaires sino-russes mettent en avant des équipements russes que la Chine cherche à importer et à émuler.

Par rapport à l'Occident, Poutine n'a pas caché qu'il préférerait la présidence de Trump. La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton l'a comparé à Adolf Hitler (alors que la Russie a perdu près de 26 millions de citoyens dans la guerre contre l'Allemagne nazie). Le président Obama s'est montré condescendant en expliquant de la sorte la popularité de Poutine : « Saddam Hussein a obtenu 90% des voix aux élections. C'est ce qui arrive lorsque vous contrôlez les médias, supprimez les libertés individuelles, et emprisonnez les dissidents. »

De plus en plus, les preuves s'amoncellent en regard du recours russe aux fausses nouvelles - *fake news* - dans de nombreux réseaux sociaux. Or, le dévoilement de l'implication russe dans les élections américaines réfrène le rapprochement russo-américain. Des prêts russes ont été consentis au parti du Front national en France peu avant les élections et la Russie conserve des contacts soutenus avec les Mullahs iraniens, les Talibans et les dissidents syriens.

La fin justifie les moyens

En Russie même, les assassinats d'opposants russes imputés au régime ainsi que ceux d'anciens agents russes en Grande Bretagne n'est pas sans évoquer la réflexion du marquis de Custine dans son ouvrage *La Russie en 1839*, qualifiant la Russie « d'autocratie tempérée par l'assassinat. » Ce scandale qui a émergé deux semaines avant les élections en Russie, serait avant tout un message qui s'adresserait aux nationalistes russes pour montrer qu'une trahison ne resterait pas impunie. Poutine a également mis en doute les agissements des minorités nationales qui iraient contre les intérêts russes.

Dans son ouvrage *Le Prince*, Machiavel affirmait que le seul but d'un prince devait être la recherche du pouvoir, indépendamment des questions religieuses et morales. Autrement dit, la fin justifie les moyens. Ce serait le principe même de la politique bismarckienne ou *realpolitik* que bien des politiciens émulent, dont le président Poutine qui l'applique en Russie même et dans ses relations internationales.